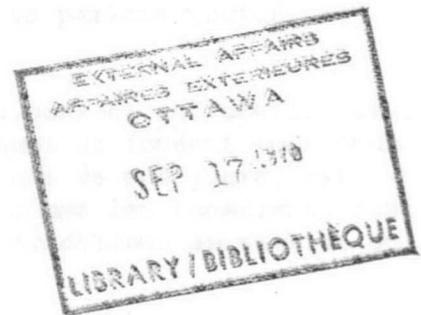


POUR DIFFUSION IMMÉDIATE
LE 3 SEPTEMBRE 1976
VÉRIFIER AU MOMENT DU
DISCOURS



STATEMENT DISCOURS

SECRETARY
OF STATE
FOR EXTERNAL
AFFAIRS.

SECRÉTAIRE
D'ÉTAT AUX
AFFAIRES
EXTÉRIEURES.

NOTES POUR UN DISCOURS DU
SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES
EXTÉRIEURES, L'HONORABLE
ALLAN J. MACEachEN,
A L'AUSTRALIAN NATIONAL PRESS CLUB,
À CANBERRA,
LE 3 SEPTEMBRE 1976.

(TRADUCTION)

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

C'est avec une grande impatience que j'attendais le moment de cette visite en Australie, qui constitue une première pour moi. L'hospitalité simple et généreuse des Australiens jouit d'une réputation enviable et bien méritée, et j'avoue que l'accueil amical et chaleureux de mon hôte, le ministre des Affaires étrangères, M. Peacock, du Premier ministre et de ses collègues, en est un témoignage remarquable.

Les visites ministérielles entre nos deux pays ne sont pas très fréquentes, mais cela ne saurait constituer un baromètre de nos relations et des intérêts que nous partageons. Je suis particulièrement heureux que nous ayons eu le privilège d'accueillir le premier ministre M. Fraser à l'occasion des Jeux olympiques et de lui faire voir un peu de notre pays.

Si l'immensité de l'océan Pacifique constitue un obstacle à des rencontres plus fréquentes, les liens qui nous unissent font fi des distances. A preuve, la langue de Shakespeare, que nous parlons toutefois avec un accent légèrement différent.

Nous chérissons les mêmes attaches historiques et culturelles avec l'Europe et le Commonwealth et nos systèmes politiques se fondent tous deux sur le principe de la démocratie parlementaire, ce qui de nos jours, est plutôt l'exception que la règle. Les Australiens, comme les Canadiens, sont fiers et soucieux de préserver et de perpétuer les traditions au service de la liberté et de la dignité humaine.

Soucieux de développer leurs vastes étendues, le Canada et l'Australie ont tous deux adopté un fédéralisme souple afin de répondre efficacement aux besoins et aux aspirations de leur peuple. Je sais fort bien que mes propos à cet égard souvent ne rallie pas l'adhésion de mes amis de la presse. En qualité de nations industrialisées et consommatrices, il nous incombe de faire face aux nombreux défis d'une société moderne, évoluée et complexe.

L'abondance de nos ressources naturelles est un facteur important de notre richesse. Pourtant, nous dépendons de la technologie et des capitaux étrangers pour les exploiter. Nos deux gouvernements connaissent bien les pressions croissantes qui leur imposent de manoeuvrer adroitement dans ce contexte.

Je pense depuis quelque temps déjà que nous n'avons pas suffisamment exploité nos intérêts communs dans la région du Pacifique au niveau bilatéral. C'est une raison importante de ma visite ici, et j'espère qu'à cette occasion mes hôtes me feront part de la perception qu'a l'Australie de la situation politique et économique dans le Pacifique.

Comme vous le savez sans doute, à la suite d'une étude approfondie de sa politique extérieure menée par mon Ministère en 1970, le Canada a mis sur pied un programme dynamique de diversification de ses relations avec l'étranger. Les pays du Pacifique figurent en bonne place sur la liste des nations visées par cet objectif. Par le biais de ma tournée en Indonésie, en Malaisie, en Nouvelle-Zélande et maintenant en Australie, le Gouvernement entend donc soutenir l'impulsion qui, depuis quelques années, amène ici un nombre croissant de Canadiens en voyages d'affaires ou d'agrément et multiplie nos échanges dans cette partie du monde.

Je crois qu'on ne peut se méprendre sur notre intérêt. En effet, le Canada n'a-t-il pas participé directement, pendant de nombreuses années, à des activités de maintien de la paix et de la sécurité dans la région du Pacifique? Notre rôle pendant la guerre de Corée et nos longues années de présence au sein des commissions de paix et de surveillance en Indochine attestent notre engagement et montrent que nous sommes prêt à jouer un rôle à notre mesure.

Notre attitude demeure la même. Nous continuons à suivre les événements de près et les tensions qui persistent là-bas après la fin de la guerre au Vietnam ne sont pas sans nous préoccuper. C'est d'ailleurs ce qui m'a amené à soulever la question de la sécurité régionale dans mes discussions avec les dirigeants de Djakarta, Kuala Lumpur et Wellington. J'en sors davantage convaincu qu'il est possible de susciter des initiatives susceptibles d'aboutir à une stabilité plus grande, en dépit du climat d'incertitude actuel.

Le Canada, en accord avec l'Australie, estime que la coopération régionale peut s'avérer un facteur important de stabilité et de développement économique. Au cours de mon séjour en Indonésie et en Malaisie, j'ai réitéré à mes hôtes notre ferme soutien aux principes et objectifs de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est. J'ai d'ailleurs souligné que le fait que l'ASEAN soit disposée à accueillir dans ses rangs d'autres pays de la région qui souscrivent à ses principes témoigne éloquemment de sa souplesse. J'admets toutefois qu'il est illusoire de s'attendre dans l'immédiat à d'autres candidatures.

J'ai annoncé à Djakarta que pour exprimer son soutien à l'ASEAN en termes concrets, le Canada envisage de fournir une assistance au développement pour des projets régionaux déterminés par les cinq pays membres. J'ai également informé mes hôtes de Djakarta et de Kuala Lumpur que le Canada est disposé à engager un dialogue officiel avec l'ASEAN.

Le Canada a aussi proposé une aide au développement à chacun des pays membres. En fait, l'Indonésie est l'un des plus grands bénéficiaires de nos programmes d'assistance.

Ces quelques exemples illustrent le rôle plus actif que le Canada entend jouer dans les affaires de la région du Pacifique. En outre, nous envisageons d'élaborer des formules inédites de coopération économique avec les pays en développement de cette région. A mon avis, de telles formules devraient être conçues de façon à renforcer aussi bien l'ASEAN que chaque pays membre.

Le Canada a suivi avec beaucoup d'intérêt les initiatives de l'Australie à cet égard. J'ajoute que depuis plusieurs années, des représentants de nos gouvernements respectifs sont en contact pour s'assurer que nos projets d'aide économique se complètent et servent notre objectif commun, soit la prospérité croissante de la région. Cela m'apparaît d'ailleurs comme un facteur essentiel de la stabilité politique.

De par son statut de nation occidentale implantée dans le Pacifique, l'Australie se trouve dans une position privilégiée pour analyser l'évolution de la région et y participer. Il n'est donc pas surprenant que j'aie trouvé les propos du Premier ministre, du ministre des Affaires étrangères, M. Peacock, et de ses collègues, à la fois opportuns et fort instructifs. Ce fut une occasion rêvée de confronter nos idées sur les façons de développer le concept de la coopération régionale et les diverses possibilités d'intensifier nos relations bilatérales avec les pays de l'Asie et du Pacifique en général.

La façon dont l'Australie procède en vue d'établir des liens solides avec ses puissants voisins a fait grande impression au Canada. La récente visite en Chine et au Japon du premier ministre Fraser, très peu de temps après la formation de son gouvernement, montre clairement toute l'importance que l'Australie accorde à ses relations avec ces deux pays clés. La conclusion d'un traité fondamental d'amitié et de coopération entre l'Australie et le Japon, paraphé à Tokyo par le chef du gouvernement australien, représente à mes yeux un progrès marquant, symbole de la naissance d'un nouveau genre de relations à l'échelle du Pacifique.

Le récent voyage du premier ministre Fraser aux Etats-Unis a aussi retenu mon attention. Il importe en effet au Canada qu'une coopération étroite continue d'être à l'honneur entre ces deux pays qui comptent parmi nos bons amis. En outre, le Canada est d'avis que l'instauration progressive de la sécurité et de la stabilité dans le Pacifique ne se fera que si les Etats-Unis continuent de jouer un rôle dynamique et de participer à l'évolution de la région. Il faut aussi mentionner la position clé occupée par le Japon. De par sa grande puissance économique, il peut faire beaucoup pour favoriser la prospérité croissante dont j'ai dit tout à l'heure qu'elle constituait un élément essentiel de la paix et de la stabilité.

Vous conviendrez avec moi que même avec toutes les cartes en main, nous n'avons pas une idée claire de la partie complexe qui se déroule dans la région. Les intentions à long terme de certains des joueurs ne sont pas explicites et une mauvaise tournure de la conjoncture économique mondiale pourrait rendre plus difficiles les efforts en vue d'y encourager le développement économique. Cependant, il y a lieu d'espérer que toutes les parties intéressées ont à coeur de maintenir l'équilibre actuel.

De toute évidence, dans un climat d'optimisme prudent où persiste une part d'incertitude, il est avantageux pour nos deux pays de maintenir des relations étroites sur les questions relatives à la paix et à la stabilité en Asie et dans la région du Pacifique. Je considère que mes entretiens avec le ministre des Affaires étrangères, M. Peacock, et ses collègues contribuent à élargir nos échanges à cet égard. Selon moi, il y a place pour une plus grande coopération au niveau de l'élaboration de nos politiques respectives à l'endroit des pays de l'Asie et de la région du Pacifique, et nous pouvons fort bien mettre davantage à profit nos liens actuels dans ce but.

Une telle coopération peut également se révéler un atout au sein d'assemblées multilatérales, et je crois d'ailleurs que nous pouvons nous enorgueillir d'excellents antécédents à ce chapitre. Deux exemples suffiront peut-être à illustrer mon propos:

A la Conférence sur le droit de la mer, où nous sommes confrontés à des problèmes qui comptent parmi les plus difficiles et les plus controversés jamais abordés par la communauté internationale, l'Australie et le Canada, en tant qu'Etats côtiers dotés d'un vaste plateau continental, ont de nombreux intérêts en commun et partagent souvent la même optique. Nos deux délégations ont collaboré étroitement à faire accepter de nouveaux concepts comme la zone économique, les droits des Etats côtiers sur le plateau continental, et le régime applicable aux grands fonds marins. Cette concertation a été énormément facilitée par les voies officieuses de communication qui, heureusement, tissent en bonne partie la trame de nos relations.

Nous pouvons profiter - et nous le faisons - de cette même entente dans une autre série de négociations cruciales. Je fais allusion, bien sûr, à la Conférence sur la coopération économique internationale. Comme vous le savez peut-être, l'Australie et le Canada font partie de différents comités et collaborent étroitement sur plusieurs questions qui revêtent pour eux un intérêt particulièrement fondamental. D'ailleurs, j'ai trouvé mes discussions avec M. Peacock particulièrement éclairantes dans le contexte des importantes décisions auxquelles nous sommes confrontés à la Conférence et des efforts que M. Perez Guerrero et moi-même déployons à titre de coprésidents afin de faire progresser le dialogue.

Vous conviendrez avec moi que l'Australie et le Canada ont tiré un excellent parti de la relation saine et sereine dont ils ont l'heur de jouir. Mais il faut bien se garder de tomber dans la complaisance. Le monde devient chaque jour plus complexe et même des partenaires de toujours doivent être prêts à saisir les nouvelles occasions d'enrichir leurs liens traditionnels.

Sur le plan commercial, par exemple, nous nous sommes toujours empressés de tirer un avantage réciproque de nos marchés respectifs, et ce pour une gamme de produits toujours plus vaste, englobant aussi bien des matières premières industrielles que des produits manufacturés extrêmement perfectionnés. Nous avons tous deux pris soin de modifier le cadre officiel de ces échanges au fur et à mesure des changements, afin que ne soit perdue aucune occasion de resserrer nos relations commerciales. Il en a résulté, je crois, une conscience permanente et précieuse de nos talents et de nos aptitudes.

Mais il faut faire plus. Je pense, par exemple, à un accroissement des échanges d'information sur nos pays respectifs. Nous venons de traverser une période où ont été durement mises à l'épreuve nos théories les plus chères concernant le progrès économique et la nécessité d'atteindre des niveaux de vie encore plus élevés. Nos objectifs à long et à court terme évoluent. Devant ce phénomène, nos deux gouvernements s'interrogent sur l'orientation que doivent prendre nos sociétés et même si nos solutions peuvent diverger, je crois que nous pouvons apprendre l'un de l'autre et nous enrichir mutuellement.

Mesdames et messieurs, j'ai tenté de vous exposer la façon dont le Canada voit ses relations avec l'Australie. Cette tâche m'a été d'autant plus agréable qu'elles sont au beau fixe. Mais une relation, comme une plante, a constamment besoin d'attention. A mon avis, la meilleure façon de maintenir une alliance en bonne santé est d'explorer activement les secteurs susceptibles de bénéficier d'une coopération nouvelle et accrue. Je crois avoir senti que ces idées ont trouvé ici un sol fertile et je suis convaincu que nous pouvons les faire fructifier.